

ENQUÊTE

Dans l'ombre géante du marathon de Paris, plus de 5500 courses sur route ont lieu chaque année en France. Elles sont souvent écümées par des coureurs africains, chasseurs de primes parfois dérisoires.

LES FORGATS DU BITUME

PAR MARC MECHENOUA, À NIORT ET BEAUVAIS. PHOTOS LAURENT GUDIN



Au départ du semi-marathon de Niort, le 19 octobre dernier.

DERRIÈRE LA LIGNE DE DÉPART, les dossards « Élite » ressortent de la foule. Ici, à Niort, il suffit d'un coup d'œil pour apercevoir ce petit groupe d'Africains et comprendre que l'un d'entre eux sera le vainqueur du semi-marathon. Au bout de 500 mètres de course, les voilà qui se détachent sous les vivats. Parmi eux, deux Kényans, un Éthiopien, un Ougandais et un Burundais.

Le Kényan Kevin Limoh-Kipkemoi finit par l'emporter et toucher la prime du vainqueur : 1000 €. Une somme qui vient s'ajouter à celles récoltées sur les sept précédentes épreuves auxquelles il a participé en huit semaines. Comme la plupart des coureurs d'Afrique de l'Est qui n'ont pas réussi à percer au très haut niveau sur piste ou sur route, ce jeune homme de 28 ans est venu écumer les semi-marathons et 10 kilomètres de septembre à début novembre.

Dès qu'il y a du « prize money », même peu élevé, les « saisonniers » de la course à pied sont là. Seconds couteaux chez eux, mais toujours compétitifs sur ces nombreuses épreuves de petite et moyenne catégorie, provinciales le plus souvent. « C'est mon

« C'EST MON BOULOT. TOUS LES WEEK-ENDS, SI JE COURS C'EST POUR GAGNER MA VIE »

*Le Burundais
Onesphore
Nkunzimana*



Tura vit dans un foyer des Ulis, dans l'Essonne.



TURA KUMBI BECHERE 35 ans, Éthiopie

« Aux Jeux de Rio pour la France »

Après la Route du Louvre (entre Lille et Lens), qu'il a terminée 7^e, Tura profite de l'aide d'un athlète érythréen pour fuir. Vers la gare du Nord, il vit quelques jours dans la rue, ayant fait une demande d'asile à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides), finalement favorable. Aujourd'hui, il vit dans une chambre d'un foyer des Ulis, dans l'Essonne. 6 m², une grande armoire, un vélo, une chaise, un lit une place et un petit frigo sur lequel s'entassent des coupes et des médailles. Douche, toilettes et cuisine sont à l'extérieur. Il s'entraîne seul, deux fois par jour, autour d'un champ à quelques pas. Son rêve ? Les JO 2016 avec la France. Mi-octobre, au marathon du Val-de-Reuil, il s'est imposé en 2 h 16'. Six minutes au-dessus des minima fédéraux. Il résume : « J'ai encore du temps pour travailler. »



Paul, demandeur d'asile, a terminé deuxième des Championnats de France de cross, en mars.



PAUL OMUYA

30 ans, Kenya

La course ou la machette

En 2012, celui à qui des villageois de son pays avaient coupé deux doigts de la main pour un vol supposé de vaches profite de la présence sur le sol français d'un copain d'école, venu cachetonner dans les courses sur route, qui le dirige vers un manager agréé. Celui-ci lui obtient un visa. Performances médiocres, primes faibles, « entre 300 et 500 € », il finit par intégrer le même club que Christelle Daunay, championne d'Europe du marathon, le SCO Sainte-Marguerite, à Marseille. « Tout le monde le connaît ici. C'est la mascotte », confie Laurent Manneveau, son entraîneur. Mais ce père de deux enfants, 2^e des Championnats de France de cross en mars, attend la réponse à sa demande d'asile – après un premier refus en décembre dernier – et l'optimisme n'est pas de mise. Paul ne veut pas retourner dans son pays. Car chez lui, « ceux que l'on considère comme des voleurs de vaches, on les tue ».

boulot, confie Onesphore Nkunjimana, d'origine burundaise et également présent à Niort. Tous les week-ends, si je cours c'est pour gagner ma vie. »

Loin du standing des grands marathons, les sommes proposées ne permettent en aucun cas, pour les derniers primés, de vivre correctement. Dans le semi-marathon du jour, le quatrième a empoché 300 €, le septième est reparti avec 100 €. « Dans une course, tu peux avoir une prime pour la première place qui est à 2000 € et tous ces coureurs sont attirés par cette somme. Résultat, ils sont vingt au départ, pour dix places récompensées », résume un coureur français habitué à les côtoyer. Parfois, c'est la guerre pour 500 €. Voire pour un carnet de chèques cadeaux...

Et quand un coureur n'est pas dans le rythme, usé par la répétition des courses (parfois deux dans le même week-end) ou ralenti par les bobos qui s'accumulent, il choisit parfois d'arrêter en cours de route. « Certains abandonnent et prétextent une blessure pour se préserver pour une prochaine course. Parce que courir tous les dimanches, ça casse », résume Guy-Marie Guéret, qui a composé le plateau niortais.

Pour son deuxième passage dans l'Hexagone, Kevin Limoh-Kipkemai s'en sort plutôt bien.

**« LEUR FAMILLE
LES ATTEND COMME
LE MESSIE. DANS
LEUR PAYS, ILS FONT
VIVRE L'ÉQUIVALENT
D'UNE RUE »**

*Un agent qui s'occupe
de plusieurs Kényans*

À l'arrivée du semi-marathon de Niort, le Kényan Kevin Limoh-Kipkemai (dossard n° 8) signe un document qui officialise sa victoire et, faute de compte en banque, indique à qui devra être versée sa prime de 1 000 euros.



Une fois son billet d'avion payé, il devrait rentrer chez lui avec près de 1 500 €. Une somme importante au Kenya, où le salaire mensuel moyen est d'environ 70 dollars (65 €). « Cet argent va me permettre d'aider ma famille et d'acheter du bétail », assure-t-il. Plus tard, il se voit déjà « fermier ». Dans la liste des investissements principaux de ces sportifs, les vaches, les terres, le matériel agricole et les maisons figurent en bonne place, tout comme l'accès à l'école pour les enfants ou les frères et sœurs. « Dans leur pays, leur famille les attend comme le messie. Ils ne font pas vivre le quartier mais au moins l'équivalent d'une rue, explique un agent agréé qui s'occupe de plusieurs Kényans. Un athlète repart toujours avec de l'argent. Sur cinquante gars, j'ai dû en avoir seulement trois qui sont repartis sans rien. À chaque fois, ils ont au moins 500 € ou plus. »

Aux primes de résultat, il faut ajouter, pour les plus performants, le remboursement du déplacement et des frais de bouche par les organisateurs (qui permettent parfois de maquiller des primes d'engagement), une pratique qui peut entraîner des petites escroqueries à l'identité, quand un coureur s'engage dans une course sous le nom d'un de ses camarades ayant réussi de bonnes perfs les semaines précédentes. Les organisateurs ne vérifient souvent que le certificat médical. Il est ainsi arrivé que le nom d'un coureur apparaisse dans le classement de deux courses, disputées le même jour près de Paris et à Marseille...

Pour rapporter encore un peu plus d'argent, la plupart des coureurs s'échinent surtout aux économies, de l'hébergement par des amis au pur système D : « Au ravitaillement de fin de course, j'en ai déjà vu faire des provisions de fruits pour plus tard », se souvient un organisateur de la région parisienne. Quand un second affirme :



Francine Niyonizigiye avec ses coéquipiers de l'AS Rispoli Villeurbanne, et ci-dessous au dernier semi-marathon de Beauvais, remporté chez les messieurs par Onesphore NKUNZIMANA (à sa droite).



DERRIÈRE LES « AMIS » SE CACHENT EN FAIT DES MANAGERS QUI NE SONT PAS RECONNUS PAR LES INSTANCES OFFICIELLES

« C'est moi qui leur donne et ils ramènent chez eux. Mais pas que de l'alimentaire. Des maillots, des coupe-vent, des shorts aussi. » Mais pour ne pas revenir les mains vides au pays, le meilleur moyen reste souvent de passer par un agent reconnu par la Fédération française d'athlétisme, mais aussi par celle du pays d'origine. Eux sont tenus de garantir à leurs coureurs un endroit où dormir et négocient souvent pour que leur déplacement, leur hébergement et leurs frais de bouche soient pris en charge le temps d'un week-end. Un service qui coûtera à l'athlète 15 % des sommes remportées.

Kevin, notre vainqueur du semi-marathon de Niort, est, lui, venu sans agent. Officiellement. « Des amis du nord de la France m'ont aidé à obtenir un visa et je devrai leur rembourser mon billet d'avion avant de partir », détaille-t-il. Derrière les « amis » ou « bénévoles » se cachent souvent des personnes – parfois même d'autres coureurs – exerçant l'activité de manager sans toutefois être reconnues par les instances officielles. Sur les courses, certains ne prennent pas le risque de se montrer quand d'autres viennent avec leurs poulains voire, parfois, ceux des autres. « J'ai le cas d'une fille qui court actuellement en France,



Logée par le président de son club, Francine partage sa chambre avec deux autres athlètes.



FRANCINE NIYONIZIGIYE 26 ans, Burundi

« Des cahiers pour mes frères et sœurs »

Aux Jeux de Pékin, en 2008, ce petit bout de femme de 1,55 m était porte-drapeau du Burundi, avant d'être sortie en séries du 5 000 mètres. « J'ai pu côtoyer mon idole, Tirunesh Dibaba », se souvient-elle. Logée gracieusement par le président de l'AS Rispoli Villeurbanne (elle partage sa chambre avec deux autres athlètes), dans la métropole lyonnaise, Francine Niyonizigiye parcourt depuis plusieurs années les routes de France. L'argent gagné retourne directement au pays pour aider, dans son cas, les frères et sœurs. « Certains vont peut-être devenir athlètes, ils ont besoin de chaussures pour s'entraîner. Ils vont aussi à l'école, donc j'aide à acheter des livres et des cahiers, détaille-t-elle. Je ne gagne pas énormément d'argent mais pour moi, c'est suffisant. »



Devant sa caserne, à Aubagne, Josephat (à g.) avec Ruben Idongo, membre de l'équipe de France de course sur route et caporal chef.



JOSEPHAT MURAGA 27 ans, Kenya

Le « bonus » du légionnaire

En 2009, il intègre la Légion étrangère, à Aubagne, dans les Bouches-du-Rhône, avec une solde de 1 200 € par mois. « C'est un choix de vie. En venant à la Légion, j'ai un salaire tous les mois et je ne dois rien à personne. Et, en plus, je continue de courir. Après, mon niveau n'est plus le même parce qu'en journée je travaille », note celui qui aimerait profiter de sa situation pour débiter une formation d'électricien. Le week-end, il participe aux courses « civiles », avec l'Athleg Provence, le club de la Légion étrangère. L'automne dernier, il finissait 17^e de Marseille-Cassis. Pour une prime de 250 €. « Du bonus » désormais, explique-t-il. « Ma situation permet d'aider ma famille et d'acheter des engrais pour la terre et des vaches. » Après un premier contrat de cinq ans, Josephat vient de prolonger avec la Légion pour trois ans.

avoue un manager. Elle est sous contrat avec moi et je l'avais positionnée dans des courses à venir. Je me suis aperçu qu'elle était ici avec le visa que je lui ai obtenu, et elle ne me l'a pas dit. » Évidemment, ces imprésarios de l'ombre ne sont pas concernés par les règles qui régissent le métier d'agent : comptabilité détaillée des dépenses et des rentrées d'argent effectuées pour chaque athlète, transparence sur le pourcentage prélevé... D'où certaines dérives. « J'ai eu un coup de fil d'un gars qui venait d'Allemagne avec des coureuses. Je lui ai dit que le plateau "Élite" était bouclé, raconte Edith Dupuis, en charge de l'organisation du semi-marathon de Beauvais. Il m'a répondu : "Ça ne fait rien, vous ne nous payez pas l'hôtel et elles dorment dans le camion." » Pour éviter ce problème, la FFA ne peut pas grand-chose, si ce n'est de « préconiser aux organisateurs de passer par des agents sportifs agréés, explique Michel Huertas, vice-président fédéral en charge du hors-stade. On ne peut rien faire d'autre s'il y a des agents qui s'occupent mal de leurs coureurs. C'est aux organisateurs de faire attention. Après, rien n'empêche les athlètes en question de s'inscrire seuls avec un certificat médical ». À Beauvais justement, les athlètes qui se sont présentés avaient, eux,

« LES CLUBS RECRUTENT DES AFRICAINS CAR CELA LEUR APPORTE UN PLUS LORS DES CHAMPIONNATS DE FRANCE DE CROSS »

Un organisateur

En bas à gauche, Josephat Muraga s'entraîne dans son club, l'Athleg Provence, à Aubagne. À droite, Onesphore Nkuzimana (à g.) et Dieudonné Disi, amis, franchissent main dans la main la ligne d'arrivée du semi de Beauvais.



la particularité d'être licenciés dans un club. En France, le phénomène prend de l'ampleur. « Les clubs recrutent des Africains parce que cela leur apporte un plus, notamment lors des Championnats de France de cross, explique un organisateur basé dans le Sud. Les athlètes, eux, sont aidés par les clubs pour avoir des équipements, voire un appartement ou une prise en charge partielle de leur billet d'avion lorsqu'ils retournent chez eux. » Mais, dans ce cas, il y a rarement une prime au bout. Alors que le club, lui, peut être gagnant. « Dans mon club, en fonction des résultats, tu as des subventions publiques qui tombent l'année suivante. Tu peux avoir une équipe avec quatre étrangers, le conseil général s'en tape complètement », raconte un licencié. Le chasseur de primes n'est pas toujours celui que l'on croit.

Marc Mechenoua